

L'expérience italienne

Le fascisme italien est né d'une façon immédiate de l'insurrection du prolétariat italien trahie par les réformistes. Depuis la fin de la guerre, le mouvement révolutionnaire en Italie allait toujours croissant et avait abouti, en septembre 1920, à l'occupation des usines et des fabriques par les ouvriers. La dictature du prolétariat devenait un fait et il ne restait qu'à l'organiser et à en tirer toutes les conséquences. La social-démocratie prit peur et recula. Après de hardis efforts héroïques, le prolétariat se trouva devant un vide. L'écroulement du mouvement révolutionnaire fut la prémisse la plus importante de la croissance du fascisme. En septembre, l'offensive révolutionnaire du prolétariat fut interrompue ; en novembre, eut déjà lieu la première manifestation importante des fascistes (la prise de Bologne).

Le prolétariat fut capable, il est vrai, de luttes défensives même après la catastrophe de septembre. Mais la social-démocratie ne se préoccupait que d'une chose : retirer les ouvriers du front au prix de concessions ininterrompues. Les social-démocrates espéraient que l'attitude docile des ouvriers dresserait « l'opinion publique » de la bourgeoisie contre les fascistes. Bien plus, les réformistes comptaient même sur l'aide de Victor-Emmanuel. Jusqu'à la dernière minute ils ont retenu, de toutes leurs forces, les ouvriers de la lutte contre les bandes de Mussolini. Mais en vain. Après les sommets de la bourgeoisie, la couronne s'est rangée du côté du fascisme. Convaincus au dernier moment qu'on ne peut pas arrêter le fascisme par la docilité, les social-démocrates appelèrent les ouvriers à la grève générale. Mais leur appel fit fiasco. Les réformistes avaient si longtemps mouillé la poudre, de crainte qu'elle n'explose, que lorsqu'enfin ils approchèrent l'allumette d'une main tremblante la poudre ne s'enflamma point.

Deux ans après sa naissance, le fascisme arriva au pouvoir. Il consolida ses positions grâce au fait que la première période de sa domination coïncida avec la conjoncture économique favorable qui succéda à la dépression des années 1921-1922. Les fascistes écrasèrent le prolétariat en retraite au moyen de la force offensive de la petite bourgeoisie. Mais cela ne s'est pas produit d'un seul coup. Déjà au pouvoir, Mussolini avançait sur son chemin avec une certaine prudence : il n'avait pas encore de modèle tout fait. Pendant les deux premières années, la Constitution ne fut même pas modifiée. Le gouvernement fasciste avait un caractère de coalition. Les bandes fascistes travaillaient, entre temps, avec les cannes, les couteaux et les revolvers. C'est peu à peu que fut créé

l'Etat fasciste, ce qui signifia l'étouffement complet de toutes les organisations de masses indépendantes.

Mussolini y arriva au prix de la bureaucratization du parti fasciste lui-même. Après avoir utilisé la force offensive de la petite bourgeoisie, le fascisme étrangla celle-ci dans les tenailles de l'Etat bourgeois. Il ne pouvait pas agir autrement parce que la désillusion des masses rassemblées par lui se transformait en un danger des plus immédiats pour lui-même. Le fascisme bureaucratise se rapprocha énormément des autres formes de dictature militaire-policière. Il n'a plus son appui social précédent. La réserve principale du fascisme — la petite bourgeoisie — s'est épuisée. Seule l'inertie historique permet à l'Etat fasciste de maintenir le prolétariat dans un état d'éparpillement et d'impuissance. Le rapport des forces change automatiquement en faveur du prolétariat. Ce changement doit amener à la révolution. L'écroulement du fascisme sera un des événements les plus catastrophiques dans l'histoire européenne. Mais tous ces processus, comme les faits nous le montrent, demandent du temps. L'Etat fasciste existe déjà depuis une dizaine d'années. Combien de temps durera-t-il encore ? Sans se risquer dans la prévision des délais, on peut dire avec assurance : la victoire de Hitler en Allemagne signifiera une nouvelle et longue échéance pour Mussolini. La défaite de Hitler sera le commencement de la fin pour Mussolini.

Dans sa politique envers Hitler, la social-démocratie allemande n'a pas inventé un seul mot : elle ne fait que répéter d'une façon plus lourde ce qu'ont accompli, en leur temps avec beaucoup plus de tempérament, les réformistes italiens. Ces derniers expliquaient le fascisme comme une psychose d'après-guerre ; la social-démocratie allemande voit dans le fascisme la psychose « de Versailles », ou la psychose de la crise. Dans les deux cas, les réformistes ferment les yeux sur le caractère organique du fascisme comme mouvement de masse, né de la décadence du capitalisme.

Craignant la mobilisation révolutionnaire des ouvriers, les réformistes italiens plaçaient tous leurs espoirs dans « l'Etat ». Leur mot d'ordre était : « Victor-Emmanuel, agis ! » La social-démocratie allemande ne possède pas une ressource aussi démocratique qu'un monarque fidèle à la Constitution. Eh bien, ils se contentent d'un président. « Hindenbourg, agis ! »

Dans la lutte contre Mussolini, c'est-à-dire dans la reculade devant lui, Turati lança sa formule géniale : « Il faut avoir le courage d'être un lâche ». Les réformistes allemands sont moins frivoles dans leurs mots d'ordre. Ils exigent « du courage pour supporter l'impopularité ». (Mut zur Unpopulartät). C'est la même chose. Il ne faut pas craindre l'impopularité due à l'adaptation poltronne à l'ennemi.

Les mêmes causes provoquent les mêmes conséquences. Si la marche des choses ne dépendait que de la direction du parti social-démocrate, la carrière de Hitler serait assurée.

Il faut reconnaître, cependant, que le Parti communiste allemand, lui non plus, n'a pas appris grand'chose dans l'expérience italienne.

Le Parti communiste d'Italie est né presque en même temps que le fascisme. Mais les mêmes conditions de reflux révolutionnaire qui faisaient monter le fascisme au pouvoir freinaient le développement du Parti communiste. Le Parti communiste ne se rendait pas compte de l'étendue du danger fasciste, il se leurrait d'illusions révolutionnaires, il fut irrémédiablement hostile à la politique de front unique, en un mot il fut atteint de toutes les maladies infantiles. Il n'y a rien d'étonnant : il n'avait que deux ans. Il ne se figurait le fascisme que comme « réaction capitaliste ». Les traits particuliers du fascisme, que lui donnait la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat, le Parti communiste ne les discernait pas. D'après les informations des amis italiens, à part Gramsci, le Parti communiste n'admettait pas même la possibilité de la prise du pouvoir par les fascistes. Puisque la révolution prolétarienne subit un échec, puisque le capitalisme a su résister et la contre-révolution triompher, quel coup d'état contre-révolutionnaire pouvait-il y avoir encore ? Il est tout de même impossible que la bourgeoisie s'insurge contre elle-même ! Telle fut l'essence de l'orientation politique du Parti communiste italien. Il ne faut pas oublier cependant que le fascisme italien ne fut alors qu'un phénomène nouveau qui se trouvait seulement en voie de formation : il aurait été difficile, même à un parti plus expérimenté, d'en définir les traits spécifiques.

La direction du Parti communiste allemand répète aujourd'hui presque littéralement la position initiale du communisme italien : le fascisme n'est qu'une réaction capitaliste ; la distinction entre les diverses formes de réaction capitaliste n'a pas d'importance au point de vue prolétarien. Ce radicalisme vulgaire est d'autant moins excusable que le Parti allemand est beaucoup plus vieux que ne le fut le Parti italien à l'époque correspondante et, au surplus, le marxisme est maintenant enrichi de l'expérience tragique de l'Italie. Affirmer que le fascisme est déjà là ou nier la possibilité même de son arrivée au pouvoir, politiquement, c'est la même chose. L'ignorance de la nature spécifique du fascisme paralyse inévitablement la volonté de lutte contre lui.

La faute principale incombe, bien entendu, à la direction de l'Internationale Communiste. Les communistes italiens, plus que tous les autres, devraient élever leur voix pour mettre en garde contre ces fautes. Mais Staline et Manouïlsky les obligèrent à renier les leçons les

plus importantes de leur propre écrasement. Nous avons vu avec quel empressement servile Ercoli passa aux positions du social-fascisme, c'est-à-dire aux positions de l'attente passive de la victoire fasciste en Allemagne.

La social-démocratie internationale se consola pendant longtemps en disant que le bolchevisme n'est concevable que dans les pays arriérés. La même affirmation fut ensuite appliquée par elle au fascisme. La social-démocratie allemande est obligée maintenant de se convaincre sur son propre dos de la fausseté de cette consolation : ses compagnons de route petits-bourgeois passèrent et passent dans le camp du fascisme, tandis que les ouvriers la quittent pour s'approcher du Parti communiste. Seuls ces deux groupements croissent en Allemagne : le fascisme et le bolchevisme. Quoique la Russie d'une part, et l'Italie d'autre part, sont des pays beaucoup plus arriérés que l'Allemagne, l'une et l'autre ont, néanmoins, servi d'arène au développement des mouvements politiques, propres au capitalisme impérialiste comme tel. L'Allemagne avancée est obligée de reproduire les processus qui atteignirent leur état achevé en Russie et en Italie. Le problème fondamental du développement allemand peut être formulé à présent ainsi : ou bien la voie de la Russie, ou bien celle de l'Italie.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que la haute structure sociale de l'Allemagne n'a pas d'importance du point de vue du développement des destinées du bolchevisme et du fascisme. L'Italie est, à un degré beaucoup plus élevé que l'Allemagne, un pays petit-bourgeois et paysan. Il suffit de rappeler que pour 9,8 millions d'hommes employés dans l'économie agricole et forestière, il y a en Allemagne 18,5 millions d'hommes employés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire presque le double. En Italie, pour 10,3 millions employés dans l'économie agricole et forestière, il y a 6,4 millions employés dans l'industrie et le commerce. Ces chiffres abstraits sont encore loin de donner une idée du poids spécifique considérable du prolétariat dans la vie de la nation allemande. Même le chiffre gigantesque des chômeurs est une preuve par l'inverse de la puissance sociale du prolétariat allemand. Le tout est de traduire cette puissance dans le langage de la politique révolutionnaire.

La dernière défaite importante du prolétariat allemand, qui peut être placée à la même échelle historique que les journées de septembre en Italie, se rapporte à l'année 1923. Pendant cette période de huit années écoulées, beaucoup de plaies se sont cicatrisées, une nouvelle génération s'est levée. Le Parti communiste d'Allemagne représente une force incomparablement plus grande que celle des communistes italiens en 1922. Le poids spécifique du prolétariat ; l'intervalle considérable